

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 27 (1990)  
**Heft:** 1018

**Artikel:** La paix et le capital  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1020587>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# La paix et le capital

**Il n'y a plus d'endroit où l'on se rende, il n'y a plus de sujet que l'on aborde sans qu'un participant, à un moment ou à un autre, ne finisse par lâcher: «De toute façon, dans quelques années, nous ferons partie de la Communauté».**

Quelquefois, on devine dans ce propos l'expression d'un espoir; à d'autres occasions, celle d'une résignation. Mais dans (presque) tous les cas, les gens semblent désormais considérer l'Europe (occidentale pour le moment) comme le cadre approprié pour débattre valablement des questions posées, qu'elles soient scientifiques, industrielles, financières, écologiques, économiques ou sociales.

## **Le sujet n'est plus tabou**

Transparaissent deux idées. D'un côté, la société helvétique est bloquée. Une pression extérieure est nécessaire pour la faire bouger. D'un autre côté, la dimension continentale est désormais la seule possible pour tenter de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Qu'importe que ces opinions soient justes ou fausses. Qu'il y ait contradiction entre le fait de parler d'une société politiquement bloquée, et de penser qu'elle pourrait majoritairement décider de rallier le drapeau européen. Que si beaucoup de problèmes ont effectivement une dimension continentale, et même souvent mondiale, l'adhésion à la Communauté n'est pas une condition indispensable pour participer à leur solution.

Ce qui est important, en fait, c'est simplement que le sujet ait cessé d'être tabou, qu'il alimente les réflexions, qu'il soit enfin porté sur la place publique, que les Suisses, par conséquent, commencent à se poser la question de leur place et de leur rôle dans l'Europe de demain.

## **Calcul trivial, mais légitime**

Les avantages et les inconvénients de rester Suisses ou de devenir Européens — ou de rester Suisses tout en devenant Européens — ne sont pas encore très clairs pour beaucoup.

Le calcul est un peu trivial de savoir ce qu'il y a à gagner et ce qu'il y a à perdre. Mais il est légitime. On ne s'embarque pas ainsi sans peser longuement le pour et le contre.

Souveraineté, neutralité, fédéralisme, démocratie directe, politique de concurrence, recherche scientifique, développement économique et social, politique monétaire, emploi, protection contre les licenciements, participation des travailleurs, statut des travailleurs étrangers, égalité entre homme et femme, transports, environnement, protection des consommateurs.

Liste incomplète, mais impressionnante, de thèmes où l'on se trouverait plutôt mieux pour certains, plu-

tôt moins bien pour d'autres en adoptant les règles communautaires.

Deux autres considérations, trop rarement évoquées, doivent être abordées dans le cadre de ce débat.

La première est la possibilité de participer à un projet dont on peut raisonnablement estimer qu'il assurera une longue période de paix à notre continent. La Charte de Paris signée la semaine dernière par les 34 pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) est un nouveau pas important dans cette direction. Mais il est insuffisant.

## **Pax europeana**

En l'absence d'une structure institutionnelle stable et puissante, la «balcanisation» du continent est sinon probable, du moins possible. Elle comporterait de sérieux risques potentiels de conflits. Ni CSCE ni Conseil de l'Europe ne sont ou ne seront cette structure institutionnelle stable et puissante. Seule la Communauté offre cette perspective.

Cette observation ne signifie pas encore que la Suisse doive y adhérer. Elle peut (pourrait) continuer de se contenter de vivre sous le parapluie défensif que lui offrent les pays voisins. Mais ce qui était une attitude sage du temps de la guerre froide et de l'affrontement des blocs passera plus difficilement dans un contexte d'unification progressive du continent.

A remarquer aussi que dans cette éventualité, l'Europe pourrait peser d'un plus grand poids dans les affaires du monde et contribuer à ce qu'ailleurs aussi on renonce à l'emploi de la force pour régler des différends qui continueront de surgir.

Or la paix et la diminution des tensions internationales sont la condition nécessaire non seulement pour bâtir un monde meilleur, mais aussi pour aider à combattre le sous-développement et préserver (ou rétablir) les équilibres écologiques de la planète.

La seconde considération est la nécessité de parvenir à maîtriser autant que faire se peut la toute-puissance de l'argent.

## **DP** **Domaine Public**

**Rédacteur responsable:** Jean-Daniel Delley (jd)

**Rédacteur:** Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

Charlotte Feller-Robert (cfr)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Point de vue: Jeanlouis Cornuz

L'invité de DP: Jean-Pierre Ghelfi

**Abonnement:** 70 francs pour une année

**Administration, rédaction:** Saint Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

**Téléphone:** 021 312 69 10

**Télécopie:** 021 312 80 40 **Vidéotex:** 021 312 69 10

**CCP:** 10-15527-9

**Composition et maquette:** Françoise Gavillet,

Pierre Imhof, Liliane Monod

**Impression:** Imprimerie des Arts et Métiers SA

Certes, le communisme est mort et l'économie de marché s'impose comme la seule organisation possible des échanges économiques. Mais il n'en résulte pas que le capital doit continuer de régner sans partage sur nos destinées individuelles et collectives. Que sert la critique des multinationales qui organisent l'espace économique sur la base de considérations privées et d'intérêts immédiats, si l'on ne se donne pas les moyens de leur opposer un contrepoids crédible?

La Communauté, qui n'est pas encore le grand marché homogène prévu pour 1993, et n'est par conséquent toujours pas dotée des nécessaires pouvoirs de régulation qui en découlent, ne remplit pour le moment que partiellement ce rôle. Mais l'intention existe.

Les multinationales ne pourront plus se rire de la volonté exprimée par les autorités du plus grand marché au monde comme elles peuvent le faire actuellement des volontés manifestées par les gouvernements nationaux — à supposer qu'ils en aient.

Riccardi Petrella, dans *Le Monde diplomatique* d'août 1989, résumait bien cette problématique: «*Tout le monde a finalement conscience et "accepte" que les grandes sociétés et leurs réseaux soient devenus les institutions qui gouvernent la technologie et l'économie mondiales, sortes d'Etats mondiaux sans en avoir les responsabilités*». Formidable défi lancé à la démocratie qui ne pourra être relevé qu'à condition de faire preuve de volontarisme politique. Ce qui amenait Riccardo Petrella à considérer que «*la constitution d'un Etat européen fédéral, en mesure d'assurer une régulation politique à l'échelle du Vieux Continent, serait un pas en avant considérable*».

Une Suisse non membre de la Communauté européenne serait une spectatrice de ces changements souhaitables et souhaités. Ce n'est pas précisément une perspective enthousiasmante.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Des écrivains impossibles

Je dois malheureusement le dire: Lova Golovtchiner est quelqu'un d'impossible. Je le savais déjà: quand je me suis rendu aux USA, en 1967-68, pour y enseigner la littérature française à la State University de Stony Brook, il m'avait remplacé au Gymnase de la Cité... Et quand je suis revenu, je suis tombé sur des classes auxquelles il avait commencé de lire *Les Fleurs bleues* de Raymond Queneau. Et naturellement, les élèves voulaient que je poursuive la lecture. Mais lire *après* Lova — malgré tous mes efforts, impossible! Le ton, inimitable, n'y était pas...

Eh bien, impression confirmée avec *On est rien* (La Tartine Boulimie 82-90), qui vient de paraître chez Favre. Comment rendre compte d'un livre — 55 chapitres — où tout est dans le ton; où chaque mot compte? Aussi vais-je me contenter de critiquer. Je le dis tout net, cher Lova, vous manquez d'humilité. Ainsi, ce que vous dites de la petite mère Geneviève Virgiliouvna Aubry...: que le Bon Dieu ne l'a pas créée à son image... Je dirais plus modestement que, dans l'état actuel de nos connaissances, il n'est pas possible de discerner les raisons que la divine Providence a pu avoir de l'envoyer ici-bas... Peut-être pour le rachat de ses péchés — mais alors, c'est que lesdits dépassent l'imagination.

Quoi qu'il en soit, le lecteur retrouvera avec un plaisir exquis telle «tartine», tel sketch, qui avait fait sa joie — à propos de Sa Sainteté Jean-Paul II, dont Henri Guillemin dit très bien qu'il est un défenseur de la famille presque aussi convaincu que Zola — lequel, dans son roman *Fécondité*, nous montre l'héroïne entourée de ses 150 et des poussières enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants — qui dit mieux? Ou encore à propos de Mariette Paschoud: «Je vous salue Mariette» et «Paschoud suite». Sans compter une merveilleuse modernisation de «La Venoge», du non moins merveilleux et regretté Gilles!

Autre bonhomme «impossible»: Etienne Barilier...

Le voyant faire paraître l'an passé deux livres — non: trois! — je me disais que j'allais avoir la paix cette année 90... Bien à tort. Voici *La Crique des Perroquets* (L'Age d'Homme). Le ciel en soit

loué; ce «conte» ne compte «que» 94 pages... Mais très attachantes!

Un couple de jeunes mariés, lui archéologue, admirateur de Victor Segalen, et elle amoureuse, mais intelligente, et fine, et ouverte aux recherches de son mari — et à ses lubies — se rend pour son voyage de noces sur un îlot désert de l'Océanie, où ils surprennent des perroquets, parlant apparemment une langue très ancienne — apprise comment? — dérivée du sanscrit, peut-être. Ils décident de s'attacher au déchiffrement de cet idiome — on songe un peu à *L'Île aux Oiseaux de fer*, de mon très cher André Dhôtel — et si mystification il y a, ils n'en reçoivent pas moins, grâce à la jeune femme (Monique ou Cynthie, je ne sais plus) un message admirable, propre à guérir le jeune homme de ses billevesées:

*Tu ne comprends pas la réalité (...)*

*Tout est de l'Etre*

*Tout est de Dieu*

*Humain, veuille vivre*

*Dieu t'espère...*

Un livre à lire très rapidement — et à relire. ■

## MÉDIAS

*Polyrama*, un périodique de l'EPFL, a récemment consacré plus de vingt pages au problème de l'infinitésimale représentation féminine, tant parmi les étudiant-e-s que parmi les professeurs. On ne peut que s'en réjouir, d'autant que le dossier a été distribué aux élèves de certains gymnases. Polyrama, EPFL, 1015 Lausanne.

Le journal gratuit *Gab plus* a une édition frontalière diffusée dans la région de Pontarlier des deux côtés de la frontière, dont à Vallorbe en particulier. La composition est faite en France et l'impression à Yverdon.

La seule radio de quartier admise dans l'essai en cours actuellement est *Radio Riesbach* à Zurich. Elle cessera d'émettre à fin mars 1991 faute de renforts pour les bénévoles qui s'en occupaient.